



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1986 B 09849

Numéro SIREN : 334 735 438

Nom ou dénomination : SAINT GERMAIN AUDIT

Ce dépôt a été enregistré le 18/02/2016 sous le numéro de dépôt 17854

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 18-02-2016

N° DE DEPOT : 2016R017854

N° GESTION : 1986B09849

N° SIREN : 334735438

DENOMINATION : SAINT GERMAIN AUDIT

ADRESSE : 32 rue de Paradis 75010 Paris

DATE D'ACTE : 28-01-2016

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

SARL au capital de 100.000 € • 32, rue de Paradis 75010 Paris
RCS Paris 334 735 438 • Identification CEE FR 52334735438
Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris
Tableau de l'ordre des experts-comptables de Paris
Téléphone 01 56 24 99 73 • Télécopie 01 56 24 99 72
www.saint-germain-audit.com



Procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 janvier 2016

Le 28 janvier 2016 à 8 heures, les associés de la société Saint-Germain-Audit se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social sur convocation de la gérance, avec l'ordre du jour suivant :

- approbation de cession de parts ;
- nomination d'un gérant ;
- augmentation du capital social de 400.000 euros par prélèvement sur le poste report à nouveau ;
- refonte des statuts de la société.

L'assemblée est présidée par M. Frédéric Villiers-Moriomé, associé-gérant.

Sont présents :

Marie-Stéphanie Descotes -Genon, associée-gérante	100 parts
Philippe Jollet, associé-gérant	500 parts
Cédric Boulteville, associé	100 parts
Frédéric Villiers-Moriomé, associé-gérant	9.200 parts

Total des parts présentes 9.900 parts
Sur 10.000 parts composant le capital social



L'assemblée ainsi constituée peut valablement délibérer.

Les associés prennent connaissance des documents déposés sur le bureau :

- le texte des résolutions proposées à l'approbation de l'assemblée ;
- le rapport de la gérance.

Le président déclare que ces documents ont été adressés aux associés quinze jours francs avant la date de la présente assemblée.

Après divers échanges de vues, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

Première résolution

L'assemblée générale approuve la cession de 500 parts sociales de Frédéric Villiers-Moriomé à Virginie Rissel.

L'assemblée générale agréé Virginie Rissel comme nouvelle associée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve la cession de 500 parts sociales de Frédéric Villiers-Moriomé à Philippe Jollet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve la cession de 900 parts sociales de Frédéric Villiers-Moriomé à Marie-Stéphanie Descotes-Genon.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Quatrième résolution

L'assemblée générale approuve la cession de 400 parts sociales de Frédéric Villiers-Mariamé à Cédric Boutteville.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Cinquième résolution

L'assemblée générale approuve l'augmentation de capital de 400.000 euros par prélèvement sur le compte report à nouveau, pour le porter de 100.000 euros à 500.000 euros par élévation de la valeur nominale de la part de dix euros à cinquante euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Sixième résolution

L'assemblée générale nomme Virginie Rissel gérante de la société avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Septième résolution

L'assemblée générale fixe la rémunération de Virginie Rissel, gérante de la société, à la somme de 60.000 euros pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016. Les charges relatives à toutes les cotisations sociales afférentes à cette rémunération seront supportées par la société. La gérante aura droit en sus, sur justificatifs, ou remboursement de ses frais.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de refondre les statuts tels qu'ils sont annexés à la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Neuvième résolution

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des 9.900 parts présentes.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 9 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

Handwritten signatures: RM, 1972, JB, CB



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 03/02/2016 Bordereau n°2016/152 Case n°3

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

L'Agent administratif des finances publiques

Ext 1022

Fabien ESPIARD
Agent Administratif
des Finances Publiques



1601787502

DATE DEPOT : 18/02/2016

NUMERO DE DEPOT : 2016R017854

N° GESTION : 1986B09849

N° SIREN : 334735438

DENOMINATION : SAINT GERMAIN AUDIT

ADRESSE : 32 rue de Paradis 75010 Paris

DATE ACTE : 28/01/2016

TYPE ACTE : Statuts mis à jour

Saint-Germain Audit

société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

SARL au capital de 500.000 € • 32, rue de Paradis 75010 Paris
RCS Paris 334 735 438 • Identification CEE FR 523334735438
Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris
Tableau de l'ordre des experts-comptables de Paris
Téléphone 01 56 24 99 73 • Télécopie 01 56 24 99 72
www.saint-germain-audit.com



STATUTS A JOUR AU 28 JANVIER 2016

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives ou réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions de commissaire aux comptes et d'expert-comptable ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger l'exercice des professions de commissaire aux comptes et d'expert-comptable telles qu'elles sont définies par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes les opérations compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale : « Saint-Germain Audit »

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL », de l'énonciation du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dénomination sociale est toujours accompagnée de la mention : « Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable » et de l'indication de l'inscription à la compagnie régionale des commissaires aux comptes et au tableau de l'ordre régional des experts-comptables.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège social est fixé : « 32, rue de Paradis 75010 Paris »

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

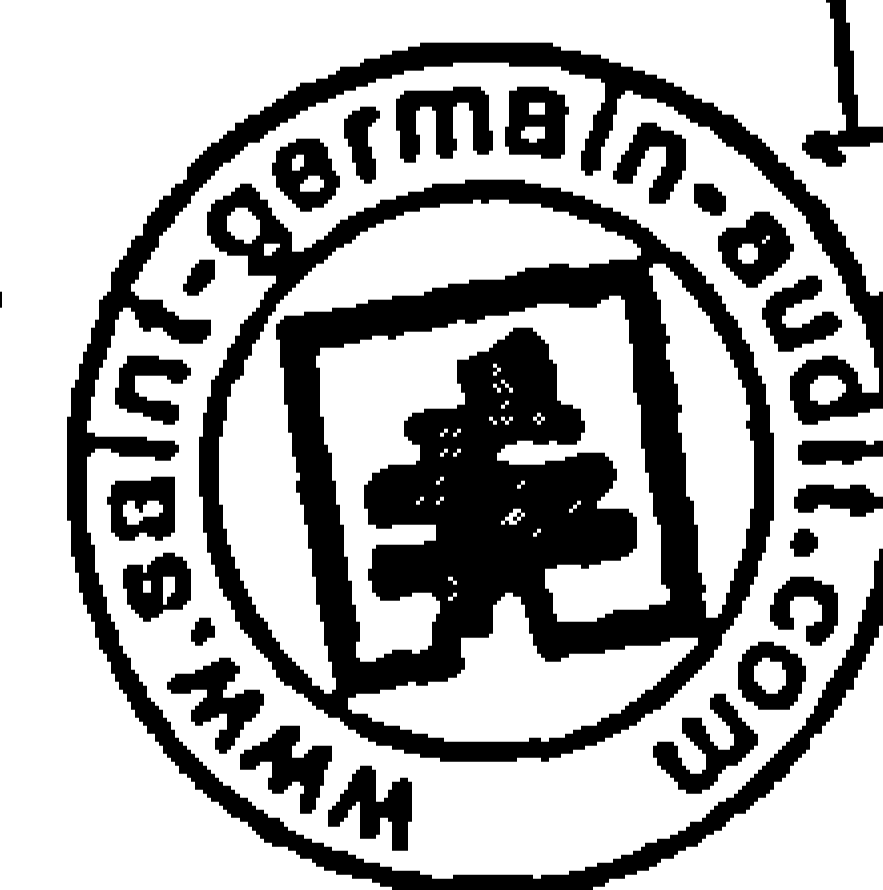
L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 7 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaires aux comptes et experts-comptables, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par les associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de



certifiés conformes
Kojinuel
Vil...
L...

présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne pouvant être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

ARTICLE 8 - APPORTS

Il a été apporté, à la constitution de la société, par les associés d'origine des apports en numéraire correspondant au montant nominal de 100 actions de FRF 500 chacune, qui composent le capital. Les fonds, soit FRF 50 000, ont été déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation au Crédit Commercial de France le 10 janvier 1986, 2 carrefour de l'Odéon 75006 Paris, ainsi qu'il en est justifié par le certificat établi par le dépositaire des fonds.

~~Par décision de l'assemblée tenue le 6 février 2001, le capital a été augmenté de 15.595,70 francs puis converti en euros, soit 10.000 euros. Les fonds ont été déposés au Crédit Lyonnais, 46 rue du Boc 75007 Paris, ainsi qu'il en est justifié par le certificat établi par le dépositaire des fonds.~~

Par décision de l'assemblée tenue le 30 juin 2010, le capital a été augmenté de 90.000 euros par prélèvement sur le compte report à nouveau, pour le porter de 10.000 euros à 100.000 euros.

Par décision de l'assemblée tenue le 28 janvier 2016, le capital a été augmenté de 400.000 euros par prélèvement sur le compte report à nouveau, pour le porter de 100.000 euros à 500.000 euros.

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille euros (500.000 €), divisé en 10.000 parts de nominal de cinquante euros (50 €) chacune, intégralement libérées et réparties comme suit, compte tenu des cessions intervenues :

Mme Marie-Stéphanie Descoles-Genon	1000 parts
Mme Virginie Rissel	500 parts
Mme Cécile Cogno-Bourdieu	100 parts
M Cédric Baulteville	500 parts
M Philippe Jallet	1000 parts
M Frédéric Viliers-Moriamé,	6900 parts
Total	10.000 parts

égal au nombre de parts composant le capital social.

Si changement il y a dans la répartition du capital, la liste des associés sera communiquée à la compagnie régionale des commissaires aux comptes et à l'ordre régional des experts-comptables.

Les trois quarts des parts (usufruit et nue-propriété) doivent être détenues par des commissaires aux comptes inscrits à la compagnie des commissaires aux comptes.

Si une autre société de commissaires aux comptes vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalant à celle des parts que les commissaires aux comptes détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant le capital.

Les trois quarts des parts (usufruit et nue-propriété) doivent être détenues par des experts comptables inscrits au tableau de l'ordre.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalant à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant le capital.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la Loi. Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément à l'article 12 des statuts.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme. En cas d'observation de ces dispositions, tout

intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 11 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

ARTICLE 12 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. La cession (usufruit ou nue-propriété) ne peut être réalisée qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'agrément préalable est appliqué à toutes les cessions entre vifs, à l'exception de celles qui sont réalisées au profit d'un associé, d'un conjoint d'un associé et entre ascendants et descendants d'un associé. Le projet de cession est notifié à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui a été fait signifier par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de la valeur nominale.

La même procédure d'agrément s'applique en cas de transmission par décès, même si l'héritier est déjà par ailleurs associé.

ARTICLE 13 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié de la compagnie des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est devenue définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les qualités fixées préalablement pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Le professionnel associé radié du tableau des experts-comptables cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est devenue définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les qualités fixées préalablement pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

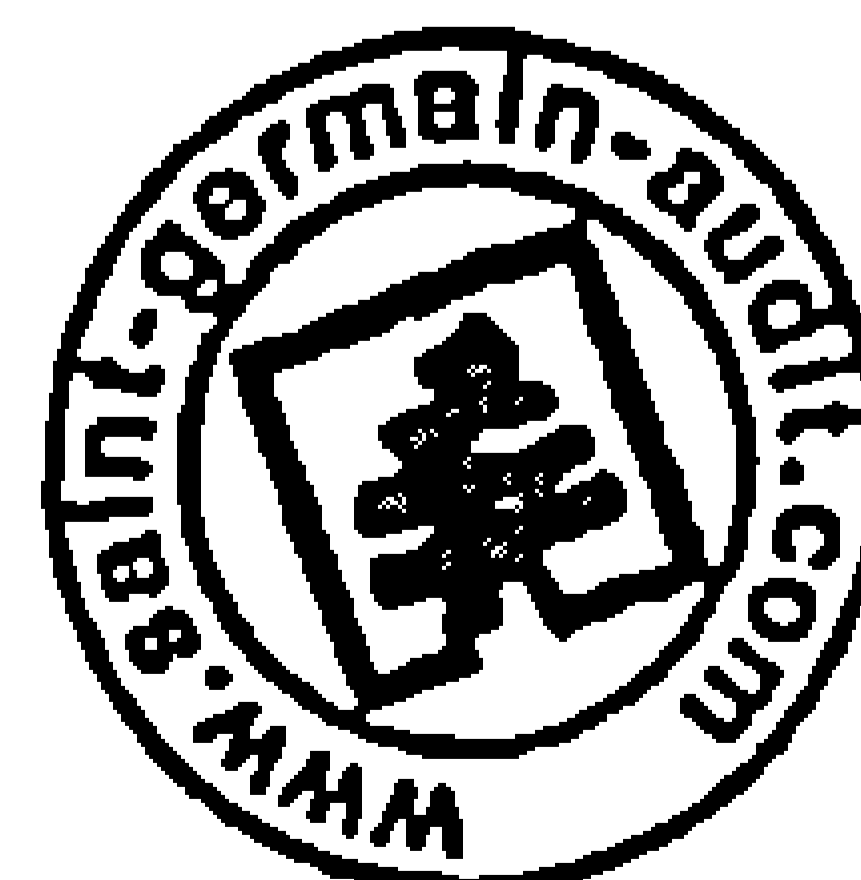
Les décisions des associés sont prises en Assemblée Générale. Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction de capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Le procès-verbal de l'assemblée peut en tenir lieu lorsqu'il est signé par tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" et "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES



Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis.

La majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélatrice de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si les conditions légales sont remplies, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

ARTICLE 17 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le résultat de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réservé légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réservé légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde, s'il en existe, est réparti proportionnellement au nombre de parts sociales.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte particulier figurant au passif du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par les réserves.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président de la compagnie des commissaires aux comptes ou du Président du conseil régional de l'ordre des experts-comptables.

En cas de contestation entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront avant tout recours contentieux de faire accepter, selon leur choix, l'arbitrage du Président de la compagnie des commissaires aux comptes ou du Président du conseil régional de l'ordre des experts-comptables.

Fait à Paris, le 28 janvier 2016

